

Zairisation

Le 30 septembre 1975 dans un entretien avec M. le Président Mobutu à sa résidence privée j'ai eu l'occasion de lui parler du problème de la zairisation et radicalisation et des pertes auxquelles les citoyens suisses, entre autres, sont exposés. Un rapport la dessus a été établi par notre ambassade à Kinshasa.

J'ai pu me rendre compte que, contrairement à l'opinion de plusieurs observateurs, le Président n'entend pas du tout faire marche en arrière dans les mesures prises. Personnellement il le ferait volontier, mais c'est trop tard. Il est toutefois prêt à garantir les investissements futurs, comme il le fait avec les belges, prétendant faire une différence entre les nouveaux et ceux qui remontent à l'époque coloniale. Il était impossible de discuter avec lui les cas particuliers, qui du reste ne sont ni définis ni connus en haut. J'ai essayé de trouver une procédure. Le défaut majeur de la situation réside dans le fait que les frappés de zairisation n'ont aucune contrepartie à laquelle s'adresser. Les innombrables lettres écrites n'ont jamais reçu une réponse. J'ai proposé au Général de composer une commission mixte, suisse / zairoise pour examiner les cas et déterminer les indemnités.

Quant aux modalités de paiement c'est un autre discours, encore plus compliqué: les belges ont toutefois trouvé une solution. Le cas n'est pas comparable aux pays de l'est car Mobutu a urgent besoin de l'Europe pour l'opération survie. Les belges ont déjà donné de l'argent et le bruit court à Kinshasa que le prochain gouverneur de la banque de Kinshasa (banque centrale d'état) sera un belge.

A ma proposition M. Mobutu a répondu "c'est faisable". Je n'ai aucune intention de poursuivre cette affaire mais je vous la signale le cas ou vous pensiez mettre en marche une procédure. Les suisses au Zaire sont très déprimés, et M. Mobutu même m'a dit qu'il a le sentiment que nos relations ne sont pas bonnes.

Alusuisse pourra aider, je pense même dans la compensation, le jour où la grande usine de Banana sera décidée.

Produits chimiques.

J'ai reçu le 1er octobre 1975 le ministre de la santé dr. Ngwete accompagné par le dr. Close, d'origine américaine et chef des services de la santé du Zaire comme de l'hôpital de Kinshasa. (1800 lits / 4500 grandes opérations par an) Les deux sont attendibles au Box 1197 à Kinshasa. Les dernières importations de pharmaceutiques ne sont pas payées.

Il y a trois mois, aussi les pharmaceutiques et les pharmacies ont été nationalisés; il paraît qu'il y avait des abus encroyables.

Par la zairisation et nationalisation, le flux de médicaments est coupé, et le dr. Close est chargé d'assurer le ravitaillement. Ils se sont adressés à l'Allemagne et aux USA pour avoir un crédit à long terme pour réorganiser le service. En échange, le bureau d'état s'approvisionnerait, dans les pays aidant, de médicaments. Au point de vue de la vente rationnelle ce serait un avantage ayant à faire à une seule instance, qui peut programmer.

Le dr. Ngwete et le dr. Close m'ont prié de demander à la Suisse si elle

peut aider avec un emprunt, dont les conditions devraient être établies. J'ai fait comprendre que la Suisse comme telle aurait difficilement pu faire l'opération, mais que la chose pourrait intéresser la chimie avec les banques.

Mes interlocuteurs m'ont fait comprendre que les USA et la RFA seraient prêts à aider, et que dans quinze jours ils pourraient me renseigner sur les résultats. Ils m'ont aussi dit qu'ils sont prêts à venir à Bâle ou à Berne discuter de l'affaire.

Le problème de fond est à savoir si l'industrie de Bâle veut ou pas garder le marché du Zaïre, car il me semble évident que ceux qui donneront de l'argent seront les fournisseurs. Il paraît qu'un plan serait établi pour garantir les paiements passés présents et futurs.

Je laisse à Vous les soins, si vous le considérez opportun, d'orienter l'industrie de Bâle et les organes compétents de la Confédération.

Je dois seulement savoir si la chose d'une façon ou de l'autre est discutable car j'ai promis une réponse au ministre de la santé. Personnellement je pense qu'il vaut la peine d'une façon ou de l'autre de discuter avec ses gens, car j'ai compris que si le système marche au Zaïre, d'autres pays africains seraient prêts à faire la même opération. Je me demande aussi s'il ne valait pas la peine de trouver un arrangement avec toutes les industries d'exportation de médicaments au Zaïre. Une entreprise des USA dont on ne m'a pas dit le nom, a de ces jours importé pour deux millions de dollars pour être prête à fournir à l'état.

Zairiamberg

DR. NELLO CELIO

3006 Berne, le 2 octobre 1975.
Brunnadernstrasse 29.

M.
Sahr intéressant.
Bill weiteraufpassen
- mit 32 Gb's
Karl L. Weber

Mon cher Directeur,

Vous trouvez ci-joint une petite mo-
te que je viens de rédiger à ma rentrée de Kinshasa. Les pourparlers pour l'Alusuisse se sont très bien déroulés, mais sur le pays règne une atmosphère très lourde. Toutefois les observateurs pensent que Mobutu va gagner la partie qui l'oppose aux forces qui voudraient le renverser. Il va faire après le 24 novembre un remaniement de son gouvernement. Les USA, à cause de l'aide à l'Angola, ne vont pas le laisser tomber. Des deux sujets traités dans le petit rapport ci joint, je pense que l'affaire des médicaments ne devrait pas être négligée, au moins que Bâle déclare qu'elle n'est pas du tout intéressée au marché du Zaïre. Il deviendra un marché allemand américain.

Avec mes salutations les meilleures.

Nello Celio

1 annexe.